

LES CONSÉQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE SUR LE SECTEUR CULTUREL FINISTÉRIEN

SYNTHÈSE DE L'ENQUÊTE MENÉE EN JUILLET 2020



culture·lab²⁹

L'AGENCE CULTURELLE DU FINISTÈRE

www.culturelab29.fr



Analyse globale P. 3

Focus par secteur :

- Les compagnies P. 7
 - Les producteurs - tourneurs P. 8
 - Lieux de diffusion et festivals P. 9
 - Les lieux d'enseignements artistiques P.10
 - Les pratiques en amateur P.12
 - Les structures dédiées au cinéma P.13
-

Conclusion P.14



Le Département du Finistère, soucieux de mieux comprendre les impacts de la crise du Covid-19 sur le secteur culturel, a sollicité Culture Lab 29, agence culturelle départementale, pour élaborer une enquête. Ce travail a été porté conjointement en juin dernier par la Maison du Théâtre, Très Tôt Théâtre, le Fourneau, Cinéphare et la Bibliothèque du Finistère.

Cette enquête adressée aux acteurs culturels du département a eu pour objectifs :

- de poser un état des lieux et une évaluation de la situation du secteur culturel de façon transversale et sectorielle ;
- d'identifier les besoins prioritaires des structures pour construire des pistes d'accompagnement
- d'apporter un éclairage aux pouvoirs publics au moment où de nouveaux élus prennent place au sein des communes et des établissements publics de coopération intercommunale

L'enquête a été complétée par 118 répondants issus du spectacle vivant, de l'enseignement artistique, des pratiques amateurs, du cinéma et des arts visuels, réparties sur l'ensemble du département du Finistère.

Ce document est une synthèse de l'analyse globale de l'enquête avec un focus sur les inquiétudes et besoins exprimés par le secteur

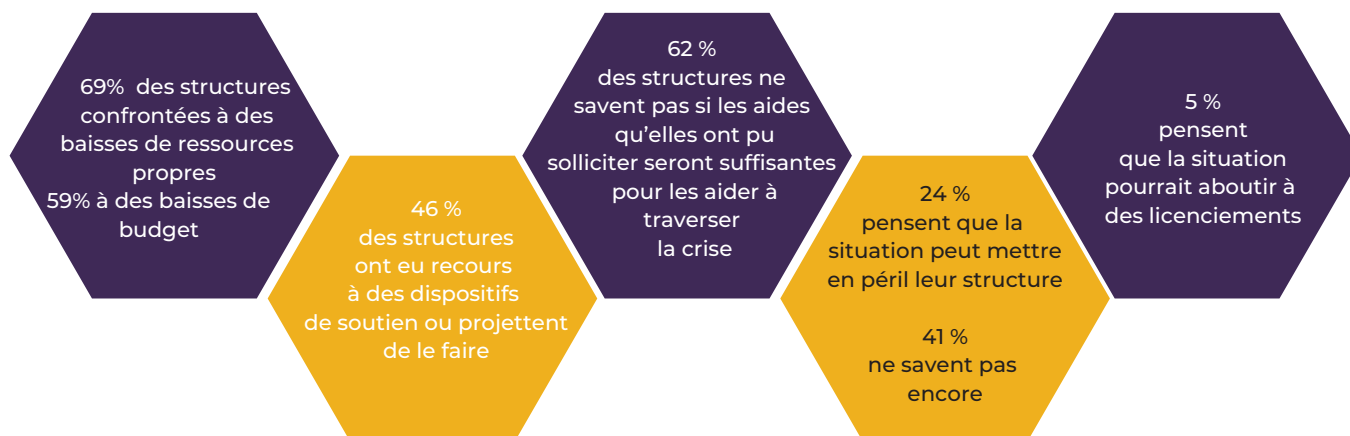


DES IMPACTS ÉCONOMIQUES SIGNIFICATIFS ET DE FORTES INQUIÉTUDES POUR L'AVENIR

L'impact économique sur la période de mars à août 2020 est significatif, même s'il reste difficile de l'évaluer concrètement pour des répondants qui n'ont pas toujours pu le quantifier. Les impacts économiques de la fin d'année dépendront des conditions de réouverture des lieux et des nouveaux protocoles de rentrée. Pour autant, les pertes se mesurent à différents niveaux :

- Une baisse des recettes propres importante (liée à la suspension totale ou partielle des activités, aux jauges réduites, à la suppression des espaces de convivialité, aux remboursements...) impliquant une remise en question et une fragilisation du modèle économique ;
- Une réouverture des lieux engageant des protocoles sanitaires coûteux (désinfection des locaux, matériels de protection, investissement dans du matériel numérique, dédoublement de certains cours ou activités, impossibilité d'utiliser les jauges maximum, opposition des protocoles sanitaires et des protocoles sécuritaires...) ;
- Malgré une certaine solidarité et un engagement des collectivités territoriales (44 % des structures confiantes dans le maintien des subventions), certains maillons de la filière restent particulièrement fragilisés ;
- Des modèles de structuration qui ne permettent pas toujours de bénéficier des aides de l'Etat ;
- Des structures parfois très peu financées par les pouvoirs publics, ce qui constitue pour elles un contexte de fragilité accrue.

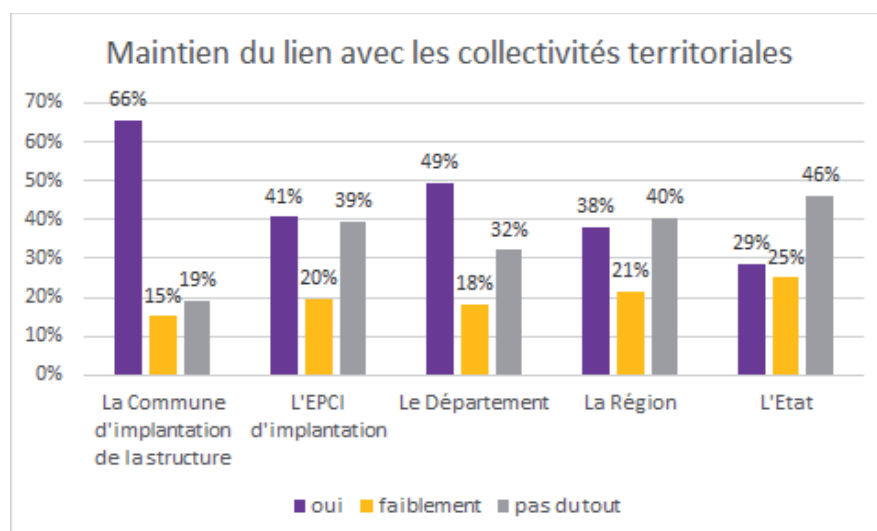




DES INQUIÉTUDES LIÉES À L'INCERTITUDE DU CONTEXTE

66 % des structures inquiètes pour leur filière : malgré ce contexte individuel de fragilité, les structures sont avant tout soucieuses de l'avenir des artistes et de la filière dans son ensemble. Derniers maillons de la chaîne, artistes et producteurs sont tributaires de la reprise des activités, de la capacité des lieux à les programmer sur la saison suivante. La filière englobe également les personnels techniques et l'ensemble des prestataires qui sont associés à l'organisation des différents événements, eux aussi particulièrement impactés par le contexte.

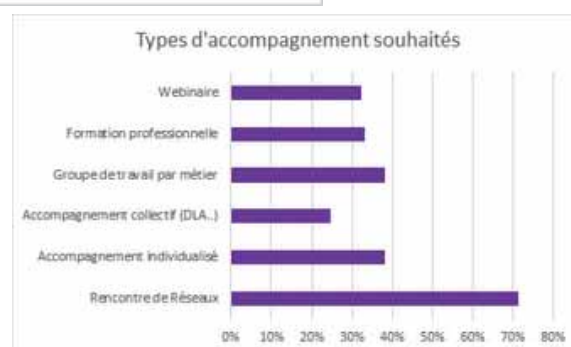
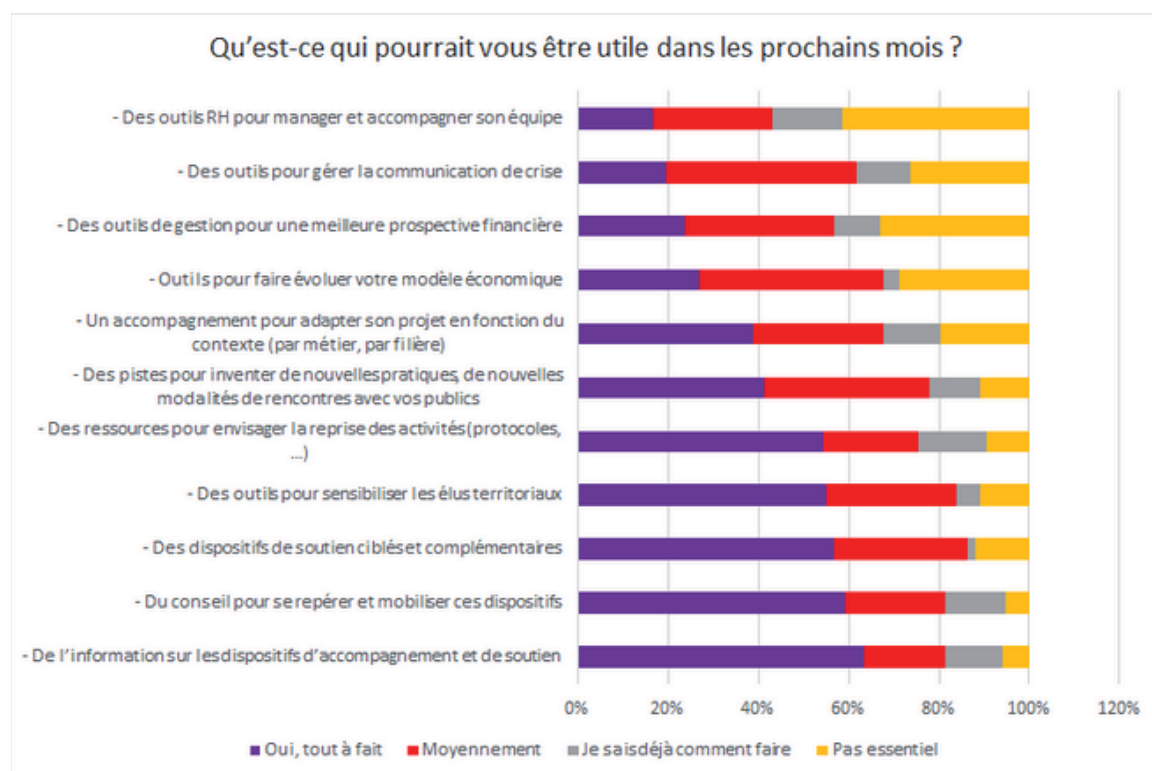
51 % des structures ont des inquiétudes concernant la prise en compte du secteur culturel par les élus. Le maintien du lien avec les institutions pendant le confinement s'est révélé assez inégal, selon le niveau de collectivité et le type de structure. Les commentaires montrent que cette inquiétude est liée au contexte sanitaire qui pourrait réorienter les priorités des élus vers d'autres préoccupations que la culture. Cette crainte est également renforcée par le contexte de renouvellement politique qui va nécessiter pour les acteurs culturels de reconstruire avec leurs nouveaux élus un lien de confiance.



49 % des structures sont inquiètes sur la capacité à reprendre certaines activités : au moment où cette enquête se terminait, les lieux de diffusion avaient pu rouvrir leurs salles aux répétitions, quelques-uns tentaient d'expérimenter des projets et de s'adapter au contexte, les studios expérimentaient des protocoles de reprise, les cours individuels de musique reprenaient, les cinémas accueillait à nouveau du public... mais **beaucoup d'incertitudes** persistaient pour les festivals, les rassemblements en plein air, les concerts debout, sur les jauges et les protocoles définis pour la rentrée.

Au début de l'été, le manque de visibilité, les pertes de ressources propres, les positionnements des partenaires amènent également les structures à s'inquiéter sur la poursuite de certains projets qu'elles craignent de ne plus pouvoir porter.

Les besoins exprimés portent principalement sur les dispositifs d'accompagnement et de soutien financiers, sur le besoin d'outils pour sensibiliser les élus et l'identification de ressources pour la reprise des activités (protocoles...). Très peu de besoin sont exprimés en faveur des outils de gestion et de prospectives.



Les compagnies

20 répondants
140 dates annulées - 93 reports
93 jours de résidences
21 dates indemnisées
30 projets d'éducation artistique et culturelle suspendus

Le secteur est très peu confiant dans l'avenir :

70% des structures témoignent d'une baisse budgétaire sur la période mars-août 2020, 40% identifient des difficultés de trésorerie sur la même période.

65 % des structures ne savent pas si les aides seront suffisantes pour traverser la crise et 40 % pensent que la situation pourrait mettre en péril leur activité.



Inquiétudes spécifiques mentionnées par le secteur :

- les **risques d'embouteillage de dates** sur les deux prochaines saisons
- un sentiment de grand **isolement** pour les compagnies de danse : pas de réseaux constitués
- une **complexité** pour certaines compagnies qui ont des réseaux de diffusion à l'international et qui sont aujourd'hui totalement coupées de leurs réseaux
- une **fragilité accentuée** pour les jeunes artistes qui sont dans leur première année d'intermittence et qui ne bénéficient pas des aides de l'Etat
- la crainte de devoir **remettre en question des projets en cours** ou la **nécessité de s'adapter** (nouveaux formats de spectacle, redimensionnement des équipes...) pour pouvoir continuer à tourner
- une **synergie fragilisée** autour des projets de création (partenaires déstabilisés, festivals, annulés...)

Les besoins principaux identifiés :

- > des informations sur les dispositifs (75 %)
- > des conseils pour pouvoir mobiliser ces dispositifs (60 %)
- > des dispositifs de soutien complémentaires (60 %)

Les producteurs tourneurs

6 répondants
1368 dates annulées

Très fragilisés par le contexte actuel, les producteurs ont majoritairement sollicité les dispositifs d'aide (dispositif d'activité partielle, échéances, de paiement...). L'inquiétude est très forte sur l'avenir de leurs structures.

Leurs inquiétudes :

- **déstabilisation importante du planning** de promotion des artistes accompagnés
- très faible visibilité sur les plannings de l'automne et de 2021 avec un risque d'engorgement important
- situations en **trésorerie** très complexes
- **multiplication du travail administratif** lié aux reports, sans prise en charge financière de ce temps de travail
- **inégalité des situations** selon les modes de structuration et fragilité importante (peu de fonds dédiés pour l'accompagnement des producteurs)
- situation qui risque d'être très difficile à traverser si elle persiste sur une deuxième saison

Les besoins principaux identifiés :

- > des outils pour sensibiliser les élus
- > des soutiens financiers complémentaires pour les aider à traverser la période.



Lieux de diffusion et festivals

Ils constituent 30 % des répondants.
50 % d'entre eux sont des collectivités territoriales.
Pour la période de mars à août 2020 :
350 dates (concerts, représentations...) ou événements annulés
144 reports de dates mentionnés
191 jours de résidence suspendus
130 projets d'éducation artistique en milieu scolaire ou avec d'autres publics annulés

97 % des structures sont concernées par la baisse de ressources propres
60 % des structures pensent être confrontées à des baisses de budget



Malgré un impact fort sur leurs ressources propres et un modèle économique profondément remis en question :

60 % des structures pensent que la situation ne mettra pas en péril leur structure. Les collectivités territoriales ont su majoritairement conforter leurs soutiens financiers.

28,5 % des structures pensent rencontrer des difficultés de trésorerie sur le dernier trimestre 2020.

25 % ont sollicité le dispositif d'activité partielle (beaucoup n'étaient pas éligibles) tandis que les autres dispositifs ont très peu été mobilisés

Les besoins principaux identifiés :

- > des ressources (protocoles, échanges entre pairs) pour envisager la reprise des activités dans les meilleures conditions (62 %)
- > de l'information sur les dispositifs et les moyens de les mobiliser (60 %)
- > des dispositifs de soutien complémentaires (57 %)
- > des outils pour sensibiliser les élus (54 %)

Leurs inquiétudes :

- 71 % des répondants sont inquiets pour la filière culturelle
- Grande opacité sur les conditions de réouverture des lieux avec une disparité importante selon les équipements et le type de structure (absence de protocole clairs).
- **Complexité** encore plus importante pour les lieux de musiques actuelles qui sont souvent sur des propositions de **concerts debout** (non autorisés) et une place importante faite aux espaces de rencontre et de convivialité (bar, restauration, ...)
- Difficultés cumulées pour les **festivals**, notamment ceux qui tombent dans la catégorie grand rassemblement (+5000 personnes) et qui n'ont **aucune visibilité** sur la reprise de leur activité et peu de réponse des Ministères.
- **Un modèle économique qui est profondément remis en question** : reprise d'activités en mode dégradé, jauges considérablement réduites, retour du public incertain, bars et espaces de convivialité suspendus. Si les pouvoirs publics ont joué leurs rôles d'amortisseur, cette situation ne pourra pas perdurer sans avoir des conséquences importantes sur les structures les plus fragiles.
- Des **surcoûts importants** liées à la mise en place des protocoles sanitaires
- Une **activité soumise en permanence à l'approbation de la Préfecture** pour ceux qui tentent quelques expériences d'ouverture au public.

1/3 des structures s'interroge sur la place qui sera faite demain à la culture, entre crise sanitaire et arrivée de nouveaux élus



Les structures d'enseignements artistiques

18 lieux d'enseignement artistique ont répondu à l'enquête :
 78 % ont réussi à maintenir une activité avec leurs adhérents grâce à des cours proposés à distance, via les outils numériques.
 28 % pensent pouvoir rencontrer des difficultés de trésorerie sur le dernier trimestre
 61 % ont sollicité le dispositif d'activité partielle
 17 % pensent que la situation pourrait mettre en péril leur activité

Leurs inquiétudes :

- le niveau de réinscription pour la saison prochaine sur certaines disciplines en particulier : voix (public parfois plus âgé et contraintes sanitaires spécifiques) et danse
- les baisses de ressources propres liées principalement aux remboursements des familles et à la diminution du nombre d'inscriptions pour la saison
- la capacité à reprendre des projets en partenariat (Education Nationale, structures petite enfance, EPHAD...). Des commentaires précisent que les subventions se transformant de plus en plus en aides aux projets, cela fragilise d'autant plus l'équilibre financier des structures
- la place qui sera faite demain à la culture dans les politiques publiques.
- les changements profonds dans l'approche pédagogique en distanciel qui a été vécue comme subie (pas de moyens dédiés, peu d'équipements adaptés, peu de formation des enseignants) mais qui semble aussi ouvrir des perspectives intéressantes en termes de projet pédagogique pour la suite, pour certains
- les protocoles sanitaires qui impliquent un dédoublement des cours pour certaines disciplines et des adaptations spécifiques
- la dépendance des structures face à la réouverture des salles municipales



Les besoins principaux identifiés :

- > de l'information et des ressources pour reprendre les activités, principalement centrées sur les conditions de reprise d'activités (72 %)
- > de l'information sur les dispositifs (66,6 %)
- > des outils pour sensibiliser les élus territoriaux (61 %)

Les pratiques en amateur

17,8% des répondants (ils regroupent les cercles, bagadoù, compagnies amateurs de théâtre, chorales...)

Les activités ont été majoritairement suspendues, les concerts et représentations annulés.

18,8 % ont réussi à maintenir une activité en distanciel

30 % ont eu recours au chômage partiel.

48% ne perçoivent pas de subvention et leur équilibre financier repose sur leurs ressources propres. Ces structures ont pour la plupart perdu des ressources propres importantes (annulation de concerts, manifestation, ...).

69 % des structures pensent que la crise peut mettre en danger leur structure.

Leurs inquiétudes :

68,7 % sur la prise en compte du secteur culturel par les élus : peu concernées par les réseaux professionnels et faiblement accompagnées par les collectivités territoriales.

Ces structures craignent de ne pas être prises en compte dans la crise qui traverse le secteur culturel.

62,5 % sur la filière dans son ensemble et sur l'activité des artistes plus de 50% sur la capacité à adapter les mesures sanitaires à leurs structures.



Les besoins principaux identifiés :

- > des dispositifs de soutien ciblés (62,5 %)
- > de l'information sur les dispositifs de soutien financier (56,2 %)
- > des outils pour sensibiliser les élus et sur les protocoles de reprise (56,2 %)

Les structures dédiées au cinéma

12 réponses : cinémas, structures dédiées à la promotion du cinéma, festivals, structures d'éducation à l'image, structures ressources à l'échelle départementale. Leurs annulations :

3 481 séances

97 projets en milieu scolaire

53 projets d'éducation à l'image avec d'autres publics

74 rencontres ou ateliers après une séance de cinéma

La plupart des activités ont été suspendues pendant la période de confinement.

- 75 % des structures témoignent de la **baisse de leurs ressources propres**, liées à la fermeture des cinémas (7 structures évoquent des pertes de 1 981 200 €)
- 58 % ont des **inquiétudes sur la fréquentation des cinémas** avec des conséquences sur le modèle économique qui risque d'être fortement fragilisé
- 25 % des structures pensent avoir à subir des baisses de subvention d'ici la fin de l'année
- 40 % des structures pensent rencontrer des **difficultés de trésorerie** d'ici la fin de l'année.
- 66 % ont sollicité les dispositifs d'activité partielle, et 50% d'entre elles ne savent pas si ces dispositifs seront suffisants pour traverser la période.



Leurs inquiétudes :

- Une des premières préoccupations concerne la **perte d'adhérents**
- Inquiétude sur les **plannings et les sorties des films** qui auront une influence sur le retour des publics dans les salles
- Des inquiétudes fortes sur les **aspects budgétaires** qui sont fortement en lien avec la fréquentation des salles et les protocoles sanitaires
- Le risque de devoir remettre en question des projets (accueil de scolaires, projets en partenariat...)

Les besoins principaux identifiés :

- > de l'information sur les dispositifs d'accompagnement (83 %)
- > des conseils pour mobiliser ces dispositifs (66 %)
- > des outils pour sensibiliser les élus (67 %)

Malgré la diversité des structures répondantes, les besoins convergent pour la plupart. Beaucoup de structures sont à la recherche de décryptage et de conseils pour mobiliser les aides.

Le foisonnement d'informations, les critères d'entrée dans les dispositifs, la diversité des structures et des cas particuliers, l'actualisation régulière des décrets peut contribuer à rendre opaque et confus l'accès à l'information. Peu de structures témoignent d'un besoin d'accompagnement sur les aspects techniques (RH, prospective budgétaire ou sur la communication de crise).



Sensibiliser les élus à l'importance de la culture sur leur territoire semble également constituer un enjeu important. Cet élément est sans doute une préoccupation structurelle aujourd'hui accentuée par une crise sanitaire et économique qui peut faire craindre aux acteurs que la culture ne constitue pas une priorité dans les mois à venir. Cet enjeu est sans doute renforcé par l'arrivée de nouveaux élus qui va nécessiter pour les acteurs de tisser et de construire de nouveaux liens de confiance, d'expliquer leur projet.

Cette demande est aussi à mettre en perspective avec la présence parfois assez variable des collectivités locales auprès des acteurs pendant cette période et le besoin d'être sécurisés par un discours politique fort.

Quels projets pour demain ?

Beaucoup de structures s'interrogent également sur leur projet. **L'adaptation des propositions au regard des protocoles de reprise n'est pas toujours évidente.** Ces protocoles viennent parfois bousculer l'esprit même de certains projets qui sont fondés sur le lien social, valorisent les espaces de convivialité et de partage.

Certains pensent se tourner vers de nouvelles formes d'accueil des publics, imaginer de nouvelles manières de travailler pour répondre au contexte de crise sanitaire mais également aux enjeux écologiques, pour envisager une culture plus ancrée sur les territoires... Cette crise vient bousculer les équilibres économiques et elle amènera peut-être les structures à devoir réfléchir à de nouveaux modèles.

Une solidarité forte entre les acteurs : cette crise a renforcé la place des réseaux professionnels, lieux d'échanges, de partage et d'interconnaissance. Les commentaires de l'enquête témoignent d'un véritable besoin de consolider ces espaces de dialogue pour construire les projets de demain et défendre leur secteur.

Les conclusions de cette enquête ont été partagées avec le Conseil départemental du Finistère. Nous restons en lien avec la collectivité pour imaginer ensemble des réponses adaptées à votre situation. L'équipe de Culture Lab 29 reste attentive à vos besoins, nous vous invitons à suivre nos actions et découvrir nos prochains rendez-vous sur www.culturelab29.fr



culture•lab²⁹

L'AGENCE CULTURELLE DU FINISTÈRE

Culture Lab 29

11, rue Théodore le Hars

29000 Quimper

www.culturelab29.fr



Culture Lab 29 - octobre 2020 - tous droits réservés
Merci à nos partenaires pour la mise à disposition de photos
Crédits : Jacques Debiesse, Yves de Orestis, CNAREP Le
Fourneau, Gérard Le Doudic pour Escabelle , Pixabay.